

La sélection de l'Opinion

Souveraineté alimentaire

SUPPLÉMENT DE L'OPINION N° 1535 DU 26 JUIN 2019 - NE PEUT ÊTRE VENDU SÉPARÉMENT

Le maïs européen, entre paradoxes et riposte



La culture du maïs en grain occupe actuellement en France 1,35 million d'hectares, soit 350 000 de moins qu'il y a cinq ans.

AGPM-GIE

Le bon grain

L'Europe - et surtout la France qui en est un des principaux producteurs - n'a cessé de voir les surfaces cultivées en maïs se réduire. Pourtant, le continent importe massivement des grains cultivés en Amérique du Sud ou du Nord, avec des produits et des méthodes, comme les OGM, interdits chez nous ! Un paradoxe qui mérite une réaction politique volontaire.

Emmanuelle Ducros

Il est de ces aberrations que l'on peine à comprendre. Alors qu'elle dispose de terres et d'un climat idéal pour sa culture, de l'eau nécessaire (211 milliards de mètres cubes d'eau disponible, ce qui fait de la France le deuxième pays le plus fourni après la Norvège), des savoir-faire et du leadership, la France n'a cessé de perdre des surfaces de maïs. La culture du maïs en grain, destiné essentiellement à l'élevage, y occupe actuellement 1,35 million d'hectares, soit 350 000 de moins qu'il y a cinq ans. Une sous-exploitation d'autant plus difficile à comprendre que les 4 à 5 millions de tonnes que la France exporte vers ses voisins européens sont très largement insuffisantes pour couvrir les besoins du continent.

Lesquels ne cessent de croître. Pour la campagne 2019-2020, l'Europe devrait en effet acheter entre 22 et 24 millions de tonnes de maïs sur les marchés internationaux. Cela fait de l'UE le premier importateur mondial de maïs. Il vient pour les deux tiers d'Ukraine, pour 20 % du Brésil, pour 8 % du Canada... Cela ne serait sans doute pas un problème si, dans ces zones, les critères de production étaient les mêmes que les nôtres !

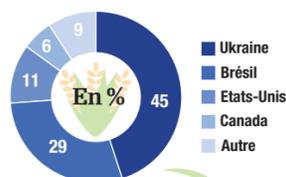
Or, ce n'est pas le cas. Outre le fait que les exploitations des pays concurrents sont plus grandes, plus mécanisées, ce qui occasionne forcément des économies d'échelle, les producteurs européens, et singulièrement français, ne jouent pas à armes égales. Certains produits phytosanitaires interdits en Europe, comme l'herbicide atrazine, banni depuis 2003, sont encore largement utilisés ailleurs dans le monde. Le maïs OGM est autorisé au Brésil et au Canada alors qu'il n'a droit de cité qu'en Espagne sur le continent européen. Ce maïs OGM, on le retrouve, via les importations, dans l'alimentation du bétail européen. Cela n'est certainement pas un problème sanitaire. Pourtant, cela souligne les ambiguïtés des politiques publiques. « Veut-on importer sur notre territoire et pour l'alimentation de nos animaux une agriculture moins-disante que la nôtre, alors que les consommateurs n'en voudraient pas si elle était ainsi chez nous ? », résume Matthieu Çaldumbide, directeur adjoint

de l'AGPM, l'association française des producteurs de maïs.

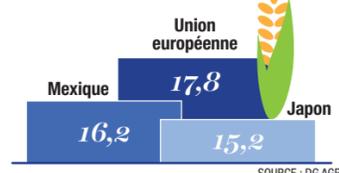
Distorsion économique. Le débat récent sur les insecticides néonicotinoïdes, avec le moratoire européen sur trois molécules mis en œuvre en 2015, s'inscrit aussi dans le même schéma : le maïs extracommunautaire utilise ces

●●● Page 6

L'Ukraine, premier fournisseur de l'Union européenne



L'UE, premier importateur mondial de maïs depuis 2018 (en millions de tonnes)



SOURCE : DG AGRI

Maïs doux: petit maïs costaud

LE MAÏS DANS LA SALADE de thon de l'été ? Sans doute un des rares produits à base de maïs que les consommateurs identifient comme tel. Et c'est une habitude récente ! La première usine conditionnant du maïs doux a été ouverte en 1977 dans les Landes par l'américain Géant Vert. Il voulait acclimater en Europe une habitude de consommation d'outre-Atlantique. Un succès. Depuis, trois grands acteurs se partagent le marché : Géant Vert, Bonduelle et Daucy, fournisseurs aussi des marques de distributeurs.

Question production, le maïs doux reste un tout petit monde ! 800 producteurs seulement, 80 % d'entre eux en coopératives, 21 000 hectares cultivés : un timbre-poste au regard des 1,35 million d'hectares du maïs en grain pour le bétail ! 250 000 tonnes sont produites annuellement, dont l'immense majorité est mise en conserve. « C'est un produit qui se négocie non comme une céréale, avec des cours mondiaux, mais comme un produit agroalimentaire, sur un principe précurseur de

contrats avec l'industrie, explique Jean-Paul Lataste, le président des producteurs français. 80 % de la production est exportée. » Le maïs français a bonne presse, il est réputé pour sa qualité. « Nous devons cependant faire attention à rester dans la course car des pays comme la Hongrie, la Russie ou la Thaïlande nous concurrencent », constate Jean-Paul Lataste.

Chauds les maïs ! Ce maïs doux, les Français en consomment en moyenne un kilo par an et par personne et, sans surprise, surtout l'été. On reste très loin des 15 kilos avalés en moyenne en un an par chaque Américain ! Pour l'instant, le secteur n'a pas encore trouvé de formule magique pour diversifier les usages. « Le marché français, il connaît une petite mais régulière croissance. Nous ne nous plaignons pas. Nous avons bien tenté de promouvoir le maïs comme un légume chaud, explique Jean-Paul Lataste. Il y a des recettes délicieuses... Mais les Français restent attachés au maïs froid ! »

E.D.



E. FRÉTELLIERE

La France exporte quatre à cinq millions de tonnes de maïs par an vers ses voisins européens.

●●● Suite de la page 5

produits que notre réglementation bannit. Pour les productions européennes, le mieux-disant écologique se traduit par une distorsion économique croissante et impossible à combler. Des mécanismes douaniers de protection du maïs européen existent pourtant. Basés sur les prix d'intervention de la PAC (les « prix de soutien », prix minimum garanti en dessous duquel les pouvoirs publics rachètent la production au prix d'intervention), ils ont longtemps permis à l'Europe de protéger son marché. Mais le différentiel croissant entre les coûts de production du maïs extracommunautaire et le maïs européen rendent ces seuils inopérants. En Europe, désormais, seuls les producteurs les plus compétitifs ont intérêt à poursuivre la production face aux concurrences mondiales. Les productions locales, qualitatives, ne sont pas valorisées. Elles sont même découragées, victimes de préjugés. Le maïs consommerait trop d'eau, dégraderait les sols, utiliserait beaucoup de pesticides... Trois idées fausses, mais tenaces, qui nuisent à sa réputation. Le maïs français, de bonne qualité, qui pourrait répondre plus et mieux aux besoins européens, est donc mal soutenu et rate l'occasion de servir les marchés voisins.

Or, il semble important, dans la donne mondiale alimentaire, de ne pas abandonner, de résister aux controverses. Dans la grande concurrence pour les ressources alimentaires, il ne serait ni sain ni sage de dépendre, pour une céréale si cruciale, de productions qui pourraient tout aussi bien aller alimenter la Chine ou les Etats-Unis si des accords bilatéraux le décidaient. D'ailleurs, l'Ukraine a déjà lié des contrats d'approvisionnement avec la Chine.

Progrès considérables. « Certes, nous aurons toujours des désavantages structurels, sociaux et des coûts de production plus élevés. A nous d'innover pour faire avec, constate Matthieu Çaldumbide, car personne, sur ce continent, ne veut de fermes de 10 000 hectares, quand la moyenne des exploitations de grandes cultures en France est de 125 à 130 hectares. Mais

« Notre pays enregistre des rendements parmi les plus élevés de la planète, autour de 10 tonnes par hectare, soit trois fois plus qu'il y a un demi-siècle, et presque deux fois plus à l'heure actuelle que les performances du Brésil et de la Chine »

la quête toujours plus poussée de sécurité alimentaire, de traçabilité, d'excellence environnementale et surtout de souveraineté alimentaire sur le continent devrait pousser la France à soutenir ses productions. En Europe, des élus, des fonctionnaires, commencent à être troublés et gênés par le double standard appliqué à l'alimentation locale et aux produits importés.

Pour Daniel Peyraube, le président de l'AGPM, la culture du maïs est également structurante pour l'agriculture française : « Elle s'inscrit dans des schémas de production complémentaires, souvent dans de petites exploitations en polyculture élevage, qui l'intègrent à un mix économique comprenant une bonne part d'autoconsommation... Et où elle complète des cycles de production - avec des effluents remis en engrais - et assure des équilibres économiques... » La maïsiculture a, en outre, fait des progrès considérables. « Notre pays enregistre des rendements parmi les plus élevés de la planète, autour de 10 tonnes par hectare, soit trois fois plus qu'il y a un demi-siècle, et presque

deux fois plus à l'heure actuelle que les performances du Brésil et de la Chine, précise Matthieu Çaldumbide. Cela veut dire une économie de terre. L'efficacité en eau a aussi été très travaillée, notamment via la sélection variétale. En l'espace de vingt ans, la France a gagné 30 % de productivité sur l'irrigation ! »

Le souci global de la souveraineté alimentaire se joue désormais à l'échelle du continent. Les producteurs de maïs français misent beaucoup sur des positions concertées avec leurs homologues européens. « Nous devons défendre une politique agricole commune du maïs, conclut Daniel Peyraube. Nous avons des différences, notamment sur les plafonnements de certaines subventions liées aux surfaces, maïs, malgré cela, nous avons des intérêts communs au sein de l'organisation européenne, la CEPM. Il faut garantir que dans les échanges européens, de volaille notamment, les animaux soient nourris avec du maïs de qualité. Mais cela va au-delà. Le maïs peut aussi répondre à des questions d'avenir, sur l'énergie, avec les biocarburants et la biomasse, sur l'agroécologie avec des semences innovantes qui nécessitent moins de produits phytosanitaires, sur l'innovation, avec les bioplastiques, la médecine. » Autant de thèmes que, stratégiquement, le continent ne peut pas se permettre de se laisser confisquer.

@emma_ducros

N'ayons pas peur des graines du futur

LE 3 JUIN DERNIER S'OUVRAIT à Nice le 70^e congrès mondial des semences. Un rendez-vous annuel attendu qui regroupait près de 1500 spécialistes des semences, venus de 100 pays. Cette année, l'événement prenait une tournure spéciale. La France est, en effet, reconnue dans le monde entier pour la qualité de son industrie semencière. C'est la première exportatrice au monde. Le maïs est une bonne illustration de la qualité de la filière semencière française : forte de plus de 70 entreprises, elle assure à elle seule la moitié de la production européenne de semences. « C'est historique, note Pierre Pagès, vice-président du Gnis, le groupe interprofessionnel des semences, et de l'interprofession des semences de maïs (FNPSMS), qui est aussi agriculteur multiplicateur de semences. La culture du maïs est partie de la France. C'est ici qu'on a commencé à produire les premiers maïs hybrides, dès les années 1950. Mon père a cultivé du maïs semence dès 1956. »

vite en Europe du Nord, pour tenir compte du climat », détaille Pierre Pagès. Il reste cependant du travail à fournir. Les besoins en eau du maïs, s'ils ne sont pas plus importants que ceux des autres plantes, adviennent au moment de l'année où les ressources se font plus rares.

Les attentes actuelles de la société, les défis mondiaux de la nourriture, soulignent, plus que jamais, la nécessité d'innover encore dans la production de semences. Les maïs OGM, largement cultivés dans le monde, ont été majoritairement améliorés pour être résistants aux herbicides. Cela ne répond clairement pas - et c'est un euphémisme - aux préoccupations des consommateurs.

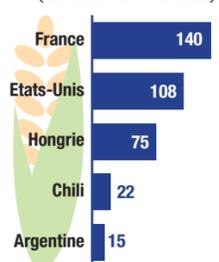
Immenses perspectives. De nouvelles technologies, appelées NBT (New breeding technologies), sont plus à même d'y parvenir et la filière semencière française entend bien s'en saisir. Il s'agit, d'une part, de la mutagenèse dirigée : grâce à des enzymes, on peut favoriser des modifications orientées de l'ADN des plantes, de façon à faire ressortir des caractéristiques intéressantes. D'autre part, de la technique dite des « ciseaux moléculaires » ou d'édition de gènes. Inventée en 2012 par la chercheuse française Emmanuelle Charpentier, la technique Crispr-Cas 9 permet de supprimer et d'insérer des gènes de la plante à un endroit précis du chromosome, un peu comme lorsque l'on corrige une faute de frappe grâce à un traitement de texte. Dans un cas comme dans l'autre, on n'ajoute aucun matériel génétique à la plante. On obtient ce que la nature fait habituellement seule et par hasard, mais en en maîtrisant les effets.

« Ces techniques ouvrent d'immenses perspectives, note Pierre Pagès. Les plantes pourront ainsi devenir résistantes aux attaques d'insectes ou de ravageurs, ce qui permettra de diminuer considérablement les usages de pesticides. On pourra aussi sélectionner des variétés économes en eau de façon à pouvoir cultiver du maïs, plante performante pour ses rendements à l'hectare, plus largement. » Une solution pour mieux utiliser les terres arables et limiter la déforestation.

Mais l'opinion publique est-elle prête pour ces innovations ? « Il faut absolument expliquer les bénéfices de ces NBT, qui sont, hélas, aujourd'hui assimilées aux OGM dans la réglementation européenne depuis 2018, ce qui les condamne de fait en Europe en raison de contraintes d'homologation trop longues et onéreuses », soupire Pierre Pagès. Pourtant, les techniques NBT sont légères, peu coûteuses en elles-mêmes et peuvent donc être prises en main même par de petites entreprises ou unités de recherche publiques, partout dans le monde.

On est loin des technologies OGM des années 1990, trustées par quelques grands groupes mondiaux. « Avec ces technologies, on peut répondre à des problématiques locales, commente Pierre Pagès. A un moment où l'on demande à l'agriculture de changer ses pratiques, peut-on se priver de telles réponses et leur fermer la porte par rejet d'un modèle agricole, sans faire la part des choses ? En premier lieu, l'UE doit rapidement se doter d'une nouvelle réglementation. Elaborée il y a trente ans, la réglementation OGM n'est plus du tout adaptée aux technologies d'aujourd'hui. » Au-delà du secteur semences, c'est un enjeu majeur pour l'ensemble de l'agriculture. E.D.

La France, premier exportateur mondial de maïs-semence (en milliers de tonnes)



SOURCE : FNPSMS-GNIS-ONU TRADE

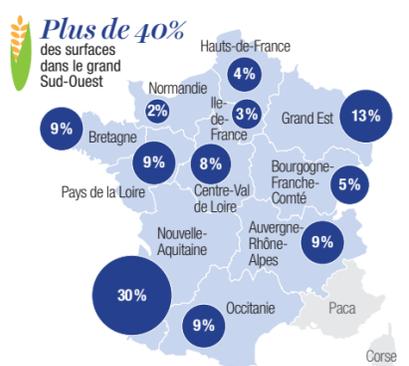
Maïs hybrides ? Cela signifie simplement qu'en croisant des variétés, on tente de fixer dans une plante les caractéristiques intéressantes des lignées précédentes. Un travail lent, et incertain : on n'est jamais sûr des caractéristiques qui finiront par ressortir ! Mais c'est ce processus de sélection - vieux comme l'agriculture - qui a permis aux variétés actuelles de maïs, sans être génétiquement modifiées, de donner des rendements deux à trois fois supérieurs aux semences dites « paysannes ».

« C'est grâce à ce travail d'hybridation que l'on a aussi

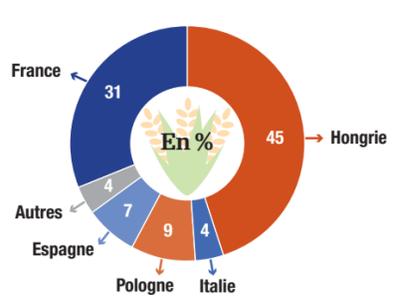
pu obtenir des maïs résistants à certaines maladies, à certains champignons qui détruisaient les cultures. On a aussi pu sélectionner des maïs plus solides, pour éviter la verse, c'est-à-dire le fait qu'ils se cassent et se couchent sous le vent. On a aussi pu travailler sur la précocité des maïs : cela permet d'avoir des variétés qui poussent plus

Les chiffres clés du maïs en France, en Europe et dans le monde en 2018

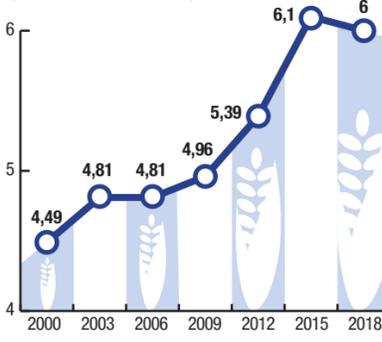
1,27 million d'hectares de maïs grain en France



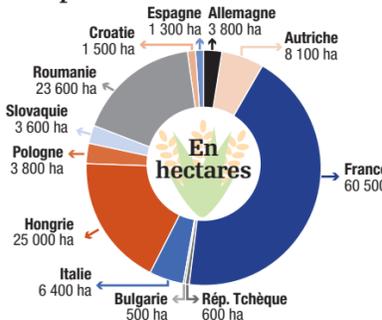
La Hongrie et la France concentrent 75% des surfaces de l'Union européenne destinées à cette industrie



Evolution des surfaces de maïs fourrage dans l'Union européenne (en millions d'hectares)

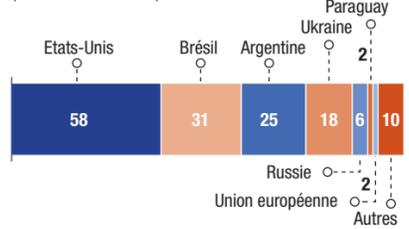


France, Hongrie, Roumanie : les 3 acteurs semenciers de l'Union européenne

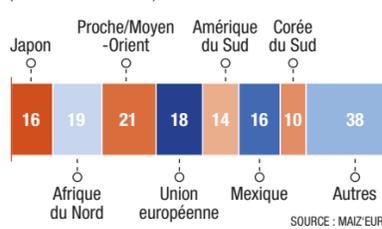


152 millions de tonnes de maïs grain échangées dans le monde

Les pays exportateurs (en millions de tonnes)



Les pays importateurs (en millions de tonnes)



SOURCE : MAIZ'EUROPE



AGPM-GIE

Pour rester leader mondial de l'exportation de semences de maïs, la France doit s'approprier les dernières innovations en ingénierie génétique.

Trois idées reçues à déraciner pour de bon



SÉBASTIEN CHAMPION

Le maïs est la première plante de grande culture pour laquelle des solutions fiables de lutte biologique contre les ravageurs existent.

PLANTE DE GRANDE CULTURE, synonyme - souvent à tort - d'agriculture intensive destructrice, le maïs a été accusé de tous les maux. Des accusations souvent sans fondement

IDÉE REÇUE 1. LE MAÏS GASPILLE L'EAU, C'EST UNE CULTURE CONTRAIRE AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le maïs est-il, comme on l'entend toujours, une culture qui boit sans soif? Non. C'est même la céréale la plus efficace lorsqu'il s'agit de produire de la matière sèche. Il ne faut que 454 litres d'eau pour produire l'équivalent d'un kilo de grains de maïs, quand il en faut 524 pour produire la même quantité d'orge, 590 litres pour le blé, 900 pour le soja et 1600 pour le riz (et 5000 litres si la culture est inondée)! C'est le cycle de croissance du maïs qui donne l'impression de son inextinguible besoin en eau : semé en avril et récolté en octobre (alors que le blé est semé en octobre et récolté en juillet), il la consomme aux mois les plus chauds de l'année, en juillet et août. « Mais la plante ne consomme pas d'eau en soi, explique Eric Frétilière, président de l'Association des irrigants de France. La quantité d'eau sur la planète est constante et le passage de l'eau par la culture du maïs n'est qu'une étape d'un cycle, pas sa fin. »

Pour les agriculteurs, les besoins en eau du maïs - et d'ailleurs d'autres cultures, maraîchères par exemple - peuvent être facilement résolus en créant des retenues au moment où l'eau est abondante, en hiver. « Ces stockages peuvent très bien être intégrés à l'environnement, utiles à d'autres secteurs que l'agriculture, comme le tourisme et constituent des réserves de biodiversité », note Eric Frétilière. D'autant que la France, qui dispose des deuxièmes ressources en eau disponible

Le maïs grain est l'une des cultures qui peut mettre en œuvre dès à présent l'agriculture de conservation des sols, qui préserve la terre de l'érosion et permet à la faune de prospérer

d'Europe, n'abuse pas de l'irrigation. Dans l'Hexagone, les surfaces irriguées représentent 1,5 million d'hectares, soit 5 % de la surface agricole utile. En vingt ans, la productivité de l'eau (c'est-à-dire son efficacité à produire de la matière sèche) a augmenté de 30 %, grâce à un usage raisonné et bien ciblé. Et si le maïs représente la moitié des surfaces irriguées en France, ce n'est pas une généralité de l'irriguer. Seul un quart de la production sort de terre en utilisant l'irrigation.

IDÉE REÇUE 2. LE MAÏS EN MONOCULTURE DÉGRADE LES SOLS

Le maïs grain est, à l'inverse, l'une des cultures qui peut mettre en œuvre dès à présent les principes de l'agriculture de conservation des sols, qui se caractérise par un tra-

vail très limité de la terre pour la préserver de l'érosion et pour permettre à la faune de la terre de prospérer. Quel que soit l'angle sous lequel on considère les effets de la culture du maïs sur la fertilité des sols, que l'on peut voir sous deux aspects, la fertilité chimique (carbone et éléments fertilisants) et la fertilité biologique (organismes vivants), le bilan de la céréale est excellent. Des observations longues sur le taux de matière organique des sols cultivés en maïs, en France ou en Europe de l'Ouest, qu'ils soient assolés ou en monoculture, montrent une augmentation lente mais régulière de cette valeur. Les rendements de maïs n'ont d'ailleurs pas cessé de progresser en France, ce qui n'aurait pas été possible sans préserver la qualité des sols.

Le maïs grain présente d'autres avantages : il produit beaucoup de déchets de culture (tiges et feuilles), qui sont systématiquement restitués au sol, ce qui protège le statut organique de ce sol, quel que soit son type. La culture joue donc un rôle important dans le processus de séquestration du carbone (le CO₂ est absorbé, puis fixé dans le sol par la plante), pour lutter contre le réchauffement climatique. Ce potentiel de restitution des résidus de culture représente, à l'échelle de la ferme France, un gisement brut de près de 10 millions de tonnes de résidus carbonés.

IDÉE REÇUE 3. LE MAÏS NÉCESSITE BEAUCOUP DE PESTICIDES

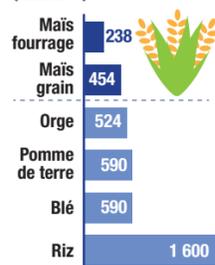
Le maïs est l'une des grandes cultures qui reçoit le moins de produits phytosanitaires à l'hectare : il utilise peu d'insecticides et quasiment aucun fongicide. Les deux tiers des surfaces de maïs ne reçoivent aucun insecticide et lorsque c'est le cas, c'est le plus souvent au moment du semis. L'essentiel des traitements concerne le désherbage. On ne peut pas en faire l'économie : d'abord, parce que les plantes que l'on ne retire pas de son environnement détournent de l'énergie à leur profit et que c'est une garantie sanitaire pour les consommateurs : certaines mauvaises herbes peuvent être toxiques!

Le maïs a aussi cela d'enthousiasmant que c'est la première plante de grande culture pour laquelle des solutions fiables de lutte biologique contre les ravageurs existent et même contre le plus redoutable d'entre eux, la pyrale du maïs. Pour lutter contre la prolifération des chenilles de ce papillon qui entraîne perte de rendements et dégradation de la qualité sanitaire des cultures, on utilise des trichogrammes. Ces microguêpes, qui se reproduisent en parasitant les œufs de la pyrale, empêchent ainsi la naissance des chenilles ravageuses. Loin d'être expérimentale, la pratique est désormais courante et parfois complétée d'autres outils de lutte biologique, comme des perturbateurs sexuels qui empêchent les ravageurs de se reproduire.

Emmanuelle Ducros
@emma_ducros

Quantité d'eau nécessaire pour produire 1kg de grain

(en litres)



SOURCE : FNPSMS-GNIS-ONU TRADE

« Défendre une politique européenne commune »

DANIEL PEYRAUBE est président de l'Association générale des producteurs de maïs (AGPM) et de la Confédération européenne de la production de maïs (CEPM)

Qui sont les maïsiculteurs de France, que vous représentez?

Ce sont des agriculteurs très différents les uns des autres. Ils sont répartis sur tout le territoire français. Il y a de grandes zones de production à l'ouest de la France de ce que l'on appelle le maïs « fourrage », c'est-à-dire du maïs ensilé, des plantes entières broyées que l'on utilise pour nourrir les porcs et les vaches. Le maïs en grain est produit en Alsace, dans la vallée du Rhône et dans le grand Sud-Ouest, où il est essentiel à l'élevage des volailles, notamment des canards, mais aussi en alimentation humaine via l'amidon et la semoule.

Quant aux cultivateurs en eux-mêmes, ce sont souvent des polyculteurs-éleveurs qui utilisent tout ou partie de leur production pour nourrir leurs propres animaux. Le maïs est partie prenante de l'économie de nombre de fermes petites ou moyennes auxquelles il permet de presque atteindre une forme d'autonomie : il est cultivé sur place, utilisé sur place et les effluents sont réutilisés comme engrais dans les champs. De cette façon, des agriculteurs peuvent vivre correctement de leur métier.

On ignore encore souvent que le maïs a beaucoup plus d'usage que l'alimentation animale et humaine...

Le maïs a répondu aux exigences de l'après-guerre, qui étaient de nourrir la population et de permettre la production de plus de viandes blanches ou rouges. Il sert aussi à faire de l'éthanol, du papier, des colles, des matériaux et des bioplastiques. Cette culture peut désormais répondre à des questions d'avenir. Le maïs est, par exemple, une plante qu'il est facile de cultiver en bio car elle demande relativement peu de traitements. Par exemple, sur mon exploitation, je ne fais pour le maïs qu'un traitement herbicide par an et un traitement insecticide. De nombreux outils de biocontrôle existent - contre la pyrale, notamment. Actuellement, le bio représente 120 000 tonnes de la production, mais cette part est amenée à se développer dans les prochaines années. C'est aussi une

« Evidemment, le maïs n'est pas la réponse à toutes les questions, mais c'est une culture très utile dans un mix agricole sain et efficace »

plante qui, du fait de sa taille, capte beaucoup de carbone. Evidemment, le maïs n'est pas la réponse à toutes les questions, mais c'est une culture très utile dans un mix agricole sain et efficace.

Pourquoi le maïs a-t-il si mauvaise presse?

Le mauvais procès qu'on lui fait vient surtout du fait de ses besoins en eau en été. Mais seulement 25 % du maïs français est produit avec de l'irrigation. Et c'est aussi la céréale qui a le meilleur rendement en matière sèche avec une quantité d'eau donnée. Cela veut dire que la culture du maïs limite les surfaces mises en culture. Ce n'est pas un argument négligeable lorsque l'on déplore la disparition des habitats naturels et ses conséquences sur la biodiversité. Même lorsque l'on produit de l'éthanol avec le maïs, c'est une plante utile aussi pour les animaux, puisque les drèches issues de la transformation sont utilisées en alimentation animale. Cet apport en protéines végétales limite la dépendance européenne en la matière. On nous fait aussi porter le poids du débat sur les OGM : rappelons qu'aujourd'hui le maïs français est sans OGM!

Pour vous, qui êtes président de l'AGPM, le sujet du maïs n'est pas un sujet français mais européen. D'ailleurs, vous êtes aussi à la tête de l'association des producteurs de maïs européens, la CEPM. Pourquoi?

D'abord, parce que je suis un Européen convaincu. Ensuite, parce que notre alimentation est aujourd'hui européenne et que nous devons la penser à cette échelle. La grande majorité du poulet que l'on consomme en restauration hors domicile dans notre pays est importée, essentiellement d'Allemagne et de Belgique. C'est au niveau européen qu'il faut

« Des géants agricoles comme les Etats-Unis ou la Chine se développent et ils ont intérêt à ce que nous soyons divisés. Plus nous serons organisés et solides, plus nous aurons de chance de faire valoir nos produits et leur qualité »

agir pour promouvoir des certifications européennes de nos céréales, afin de défendre leur qualité face aux céréales importées d'Amérique du Sud ou du Nord. Evidemment, il y a des divergences entre les producteurs européens : nous en avons avec les agriculteurs roumains, polonais, hongrois. Nous ne sommes pas d'accord sur les plafonnements des aides sur certaines productions, par exemple : ils n'en veulent pas. Mais nous pouvons tout de même, au-delà de ces désaccords, défendre une politique commune du maïs. Nous y travaillons, d'ailleurs. Mais nous, Européens, ne devons pas perdre de vue que des géants agricoles comme les Etats-Unis ou la Chine se développent et qu'ils ont intérêt à ce que nous soyons divisés. Plus nous serons organisés et solides, plus nous aurons de chance de faire valoir nos produits et leur qualité.

Comment faire coïncider des stratégies de soutien à la production de maïs en France et en Europe?

En France, nous pouvons élaborer des démarches de certification « 100 % français », pour garantir que des animaux sont nourris non avec du maïs importé mais avec du maïs produit localement. Ça existe pour certains poulets labellisés, comme le poulet des Landes, mais cette démarche peut être généralisée et produire une montée en gamme qui se traduira par une meilleure rémunération des productions agricoles, dans la droite ligne des discussions des Etats généraux de l'Alimentation. Des dispositifs similaires peuvent tout aussi bien être pensés au niveau de l'Union européenne. On peut aussi imaginer que la Politique agricole commune choisisse de revaloriser les productions européennes selon leurs qualités spécifiques, leur durabilité et leurs apports au verdissement, au travers du deuxième pilier. Il faut impérativement préserver les productions européennes car elles répondent aux attentes de nos concitoyens, et pour cela c'est au niveau européen que nous devons nous organiser.

Interview E.D.



« Pour les enjeux de l'alimentation mondiale, le maïs européen sera précieux »

Sébastien Abis (Club Demeter) : « Cette céréale est importante dans le paysage de la mondialisation et dans la modification des habitudes alimentaires sur la planète »

Sébastien Abis dirige Club Demeter, un think tank international et intersectoriel dédié aux enjeux alimentaires mondiaux et au rôle de la filière française. Il est chercheur associé à l'Iris, l'Institut de recherche internationale et stratégique. Son livre *Géopolitique du blé. Un produit vital pour la sécurité mondiale*, paru en 2015, a reçu le Prix du livre de géopolitique jeune auteur 2017 EDF/Confliits.

Le maïs est une céréale mal connue, peut-être mal aimée. Est-ce juste ?

Pour le grand public, le maïs n'est sans doute pas considéré à sa juste valeur. Il peut même être considéré comme une plante somme toute assez banale... C'est surtout parce que ses rôles et les enjeux sont mal connus ! Le maïs est tout sauf un produit anecdotique. On parle d'une céréale et d'une plante agricole qui est utile à l'alimentation animale, à l'alimentation humaine mais qui a aussi des usages industriels (bioplastiques, emballages, textile...) et énergétiques, puisqu'il sert de base à la production de bioéthanol. Le maïs est en fait assez magique, puisqu'on en retrouve dans des colles, des céramiques, des cosmétiques et jusque dans des médicaments. Mais les personnes ont aussi un rapport intime avec le maïs lorsqu'elles consomment du pop-corn au cinéma ! Il y en a en fait partout dans notre quotidien. On ne l'achète que rarement pour ce qu'il est, hormis pour les salades, mais nous l'utilisons en permanence ou presque.

C'est devenu la céréale la plus produite au monde...

En effet, le maïs s'impose dans les chiffres impressionnants de sa production : 1,1 milliard de tonnes désormais, à comparer avec 750 millions de tonnes en blé ou 500 en riz. Ces récoltes mondiales ont doublé depuis le début du siècle. 250 millions de tonnes supplémentaires ont été produites au cours de la dernière décennie. Il y a cinquante ans, la récolte de maïs se situait à 300 millions de tonnes environ. Elle a dépassé en tonnage celle de blé à la fin de la décennie 1990. Ces dynamiques découlent à la fois de la multiplication des usages et de l'augmentation de la consommation de viande et de produits d'origine animale dans le monde. Si cette consommation stagne chez nous depuis quelques années, elle a explosé ailleurs avec l'émergence des classes moyennes sur tous les continents. 60 % du maïs produit dans le monde sert à nourrir les animaux. 10 % vont directement à l'alimentation humaine. Et le dernier tiers est utilisé pour toutes les autres vocations industrielles et énergétiques décrites précédemment.

Quelles sont les traductions géopolitiques de cet essor du maïs dans le monde ?

La production est très polarisée. Un quart des pays seulement dans le monde en produisent, quand un pays sur deux cultive du blé. Les surfaces en maïs sont de 190 millions d'hectares environ : 30 millions de moins que pour le blé ! Trois pays concentrent 50 % de ces surfaces dédiées au maïs : la Chine et les Etats-Unis rassemblent chacun 20 % des surfaces, et le Brésil 10 %. Résultat, les Américains réalisent 40 % de la récolte mondiale, la Chine 20 % et le Brésil 10 %. Trois puissances font donc en moyenne 70 % de la production de maïs, pourtant consommé aux quatre coins du globe ! De son côté, l'Europe produit seulement 6 % du maïs mondial et la France 1 %. Notre pays néanmoins enregistre parmi les rendements les plus élevés de la planète, autour de 10 tonnes par hectare, soit trois fois plus en l'espace d'un demi-siècle, et deux fois plus à l'heure actuelle que les performances du Brésil et de la Chine.

Quelle est la situation des échanges mondiaux ?

Le commerce de maïs tourne actuellement autour de 160 millions de tonnes environ par an. C'est un peu moins que le tonnage de blé échangé sur la planète, mais c'est trois fois plus que celui du riz. Il s'agit donc d'une céréale dont l'internationalisation, c'est-à-dire la part de la production qui se retrouve sur les marchés mondiaux, atteint 15 % en moyenne ces dernières années. Une tonne exportée environ pour sept récoltées. Mais considérant

la demande mondiale qui s'amplifie, ce commerce s'est lui aussi accéléré, avec un doublement des volumes depuis le début des années 2000. En valeur, au cours de la dernière décennie, et sachant que les prix ont été volatils, ces échanges de maïs ont représenté un commerce mondial de 35 à 45 milliards de dollars en moyenne annuelle. Là encore, les exportateurs sont une poignée. Quatre puissances assurent 90 % du commerce. Les Etats-Unis fournissent 40 % des volumes exportés, l'Argentine et le Brésil 18 % chacun et l'Ukraine, aux portes de l'Europe, 15 %. Certains pays sont très dépendants des importations. C'est le cas du Japon et du Mexique, qui concentrent chacun 10 % des volumes importés du monde, et qui s'approvisionnent avant tout en maïs américain. Près de 80 % des 15 millions de tonnes de maïs achetées chaque année par le Japon proviennent des Etats-Unis. L'élevage japonais en dépend, car l'Archipel s'est concentré sur la production de riz, à la quasi-exclusion des autres céréales. Après ces deux pays, dans le classement mondial des grands importateurs, figurent la Corée du Sud, l'Egypte et l'Espagne. D'ailleurs, en Europe, l'Espagne et les Pays-Bas réalisent, à eux deux, la moitié des achats des pays membres de l'Union. Là encore, c'est pour alimenter leurs élevages.

Comment évolue la carte mondiale du maïs ?

Le maïs a dessiné des échanges bilatéraux intéressants. Entre le Brésil et l'Iran par exemple : 20 % du maïs exporté par le Brésil part en Iran, où il représente 80 % des approvisionnements. Il a aussi créé une route entre l'Argentine et le Vietnam, qui achète à ce pays d'Amérique du Sud la moitié de son maïs. La Chine réalise en moyenne deux tiers de ses importations avec du maïs ukrainien. C'est une carte insolite qui dit l'importance de cette céréale dans le paysage

« D'ici à 2050, il va falloir augmenter la production de maïs dans le monde d'un tiers, pour atteindre environ 1,5 milliard de tonnes »

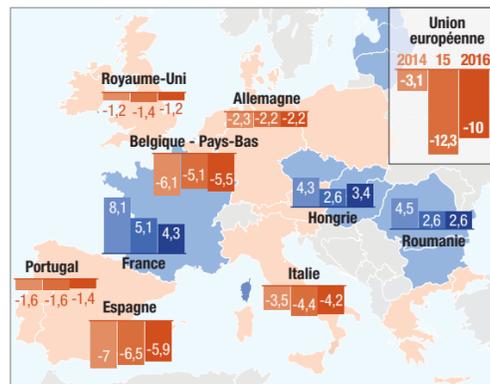
de la mondialisation et dans la modification des habitudes alimentaires sur la planète. Le maïs matérialise aussi l'émergence de la classe moyenne, qui a une alimentation plus riche en produits carnés.

On voit aussi émerger de nouvelles zones de production qui montent rapidement en puissance !

C'est le cas du bassin de la mer Noire, qui a fait croître de façon spectaculaire ses productions de maïs, comme de blé. En dix ans, sa production a été multipliée par deux en Ukraine, atteignant 32 à 35 millions de tonnes actuellement. La Russie a multiplié la sienne par trois : elle atteint désormais 13 millions de tonnes. D'Ukraine et de Russie sont désormais en moyenne exportées 20 et 5 millions de tonnes de maïs chaque année respectivement. 15 % des exportations mondiales de maïs ! Elles ont clairement fait le choix depuis plus de dix ans de miser sur leurs céréales pour à la fois nourrir leur économie nationale

La France, premier fournisseur européen de maïs grain en 2014, 2015 et 2016

(en millions de tonnes)



et leur influence internationale. Dans le cas du Kremlin, c'est très clair : le pays s'affirme comme le leader mondial de l'exportation de céréales. Pour Kiev, les productions et exportations de maïs se dirigent vers l'Asie et la Chine, mais surtout vers l'Union européenne, qui lui a accordé des contingents à droit nuls. L'UE, qui est depuis peu la première zone d'importation mondiale de maïs, a aussi contribué à financer le développement de l'agriculture en Ukraine. Dans ce pays, aux terres agricoles fertiles, les rendements en céréales peuvent s'accroître demain. Reste à savoir dans quelle mesure les performances agricoles de ce pays seront capables de résister aux chocs de la géopolitique. Rien n'est vraiment stable sur les bords de la mer Noire...

Un mot sur les Etats-Unis, qui ont choisi de mettre l'accent sur le maïs au détriment du blé ces dernières années...

Cela est-il appelé à durer ? Le pays a retrouvé une indépendance énergétique grâce au gaz de schistes et le potentiel débouché du bioéthanol est devenu sans doute moins porteur, en tout cas dans un horizon proche. D'autre part, la relation commerciale s'obscurcit avec la Chine, qui était l'un des principaux débouchés en croissance du maïs américain. On le voit, cette carte mondiale du maïs est loin d'être figée. Il est bon de garder cela à l'esprit : les dynamiques géopolitiques et les aspects extra-agricoles peuvent provoquer d'importantes inflexions ou ruptures.

Cela a-t-il encore du sens de produire du maïs en Europe, alors que la place de cette céréale y est réduite ?

Cela en a évidemment si l'on regarde non pas notre propre nombril mais la carte globale du monde et de ses besoins. D'ici à 2050, avec l'accroissement de la population et, parallèlement, la croissance de la consommation de viande sur la planète, il va falloir augmenter la production de maïs dans le monde d'un tiers, pour atteindre environ 1,5 milliard de tonnes. Il va falloir aller les chercher, ces tonnages de maïs ! Si, en Europe, la décélération ou tout au moins la stabilité de la consommation de viande est là, ce n'est pas du tout le cas sur le reste de la planète, où l'augmentation de la population fait mécaniquement croître les besoins. Les apports européens en maïs seront précieux. Les producteurs européens ont d'autant plus intérêt à continuer qu'ils peuvent faire valoir la diversité et la qualité de leurs productions, des produits bien normés, garantis sans OGM - ce qui peut être un avantage aussi sur certains marchés à l'export. Ce sont des éléments de différenciation positive à faire valoir. Si l'on abandonne la filière européenne du maïs, on abandonne aussi des sphères d'influence alimentaire et une occasion de faire valoir les hauts standards européens en la matière. Plus largement, et au-delà du seul cas maïs, pour l'Europe comme la France, il serait périlleux de sacrifier le secteur agricole et de le classer parmi les vestiges du passé. Le futur du monde passe par des systèmes agricoles plus performants et par une meilleure alimentation pour tous. Pouvons-nous ignorer ces enjeux globaux alors que nous avons des atouts en la matière et une certaine responsabilité à participer à cette sécurité collective ?

Emmanuelle Ducros
@emma_ducros

Tribune libre

Sophie Primas

Il est urgent de redessiner une politique agricole commune



A L'ORIGINE MÊME de la construction européenne se trouve, dès 1962 et la première PAC, l'idée de la souveraineté alimentaire du continent. En échange des prix de production garantis, les agriculteurs héritaient ainsi de la noble mission de nourrir tous les consommateurs, à un prix abordable. La France jouait alors un rôle singulier : celui du « grenier de l'Europe ». Eloigner le spectre de la disette fut le plus grand succès politique européen. Près de soixante ans plus tard, malgré l'excellence de notre agriculture, cette volonté politique a été la grande absente des européennes. Et, elle est aujourd'hui remise en cause en France.

Notre potentiel productif s'érode et atteint des niveaux préoccupants. En soixante ans, l'agriculture française a perdu des surfaces équivalentes à la Région Grand Est. L'agriculture ne représente plus que 5 % de l'emploi total. Se pose le problème du renouvellement des générations, qui menace la pérennité de notre modèle. L'urgence d'une loi sur le foncier agricole est criante.

Force est de constater que l'Union européenne ne considère plus la souveraineté alimentaire du continent comme prioritaire. En atteste la proposition de la Commission de diminuer le budget de la PAC de 15 % entre 2021 et 2027, oubliant l'engagement moral de 1962 entre les paysans et la population.

Addition. A un moment où les revenus de nos agriculteurs ne cessent de baisser, la stabilisation des ressources de la PAC est indispensable pour conserver une production durable et diversifiée. Depuis un an, les ministres français de l'Agriculture n'ont cessé de se déclarer contre ce budget, mais serons-nous entendus ? La Commission ne risque-t-elle pas de gagner face à de nouveaux députés européens peu préparés aux affaires de la négociation européenne sur un sujet aussi complexe que la PAC ?

Enfin, la France affaiblie intérieurement a développé une addiction aux importations alimentaires. Alors que sa production stagne en volume et que le gouvernement ne jure que par la montée en gamme, la consommation française devient dépendante des importations. Celles-ci ont presque doublé depuis 2000. Aujourd'hui, la moitié des fruits et légumes consommés en France est importée. Les importations de volailles dans la consommation étaient de 13 % en 2000 et atteignent 34 % en 2017 ! Cette concurrence accrue provient de pays comme le Brésil, avec qui nous entendons signer des accords de libre-échange qui ne feront qu'amplifier le phénomène, mais aussi de nos partenaires européens. Cela est d'autant plus préoccupant qu'entre 10 et 25 % des importations ne sont, selon les résultats des contrôles menés par l'administration aux frontières, pas conformes à nos normes françaises de production ! En plus de faire peser une concurrence déloyale sur nos producteurs, cette situation pose la question de la sécurité sanitaire.

Il est donc urgent de redessiner une véritable politique agricole commune pour l'Europe et pour la France. Protection de nos terres, amélioration du revenu agricole, régulation, transmission, diversification, qualité, compétitivité, assurance, soutien à l'investissement doivent faire partie d'une feuille de route équilibrée permettant à notre pays de retrouver sa puissance. Nous en avons le potentiel. Il faut désormais la volonté et la capacité à fédérer une majorité européenne.

Sophie Primas est sénatrice (LR) des Yvelines et présidente de la Commission des Affaires économiques du Sénat.



SIPA PRESS

SIPA PRESS